

Repenser notre définition de l'apartheid : ce n'est pas qu'un régime politique

Description

Par Haidar Eid et Andy Clarno, le 27 août 2017

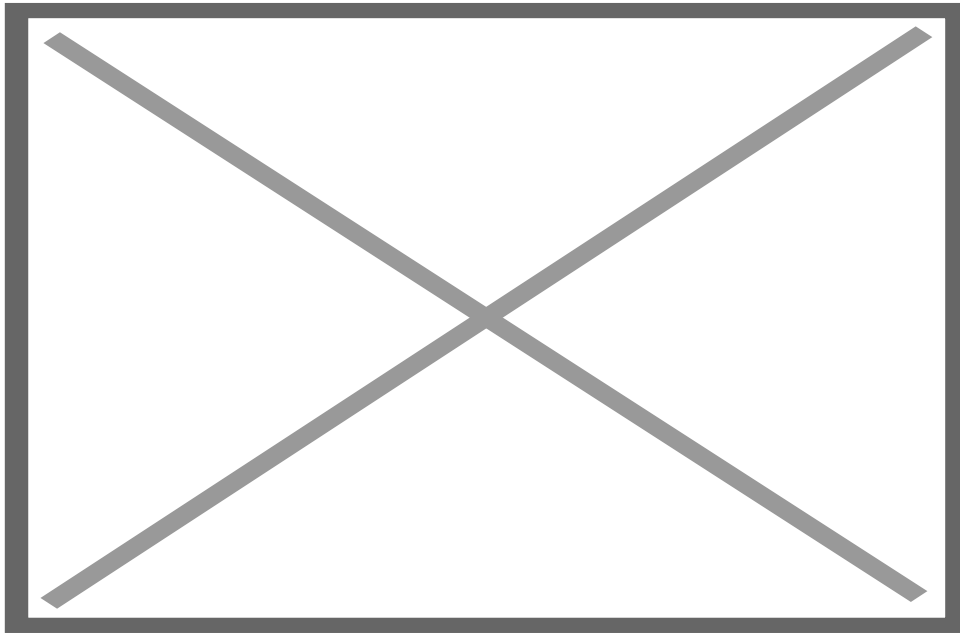


Photo: Shadi Hatem

SYNTHESE

Alors qu'Israël intensifie son projet colonial de peuplement, l'apartheid est devenu un cadre de plus en plus important pour comprendre et définir le contrôle israélien sur la Palestine historique. Selon le droit international, l'apartheid est un crime contre l'humanité et les Etats peuvent être tenus pour responsables de leurs actions. Cependant, le droit international a ses limites. Pour procurer justice et égalité aux Palestiniens ?

Aperçu

Alors qu'Israël intensifie son projet colonial de peuplement, l'apartheid est devenu un cadre de plus en plus important pour comprendre et définir le contrôle israélien sur la Palestine historique. En effet, Nadia Hijab et Ingrid Jaradat Gassner ont des arguments convaincants pour affirmer que l'apartheid est le cadre d'analyse le plus stratégique. Et en mars 2017, la Commission Economique et Sociale de l'ONU pour l'Asie Occidentale (CESAO) a remis un rapport très important qui présentait les violations israéliennes du droit international et concluait en disant qu'Israël a établi un « régime d'apartheid » qui opprime et domine le peuple palestinien en totalité.

Selon le droit international, l'apartheid est un crime contre l'humanité et les Etats peuvent être tenus pour responsables de leurs actions. Cependant, le droit international a ses limites. Une occupation spécifique implique ce qui manque dans la définition juridique internationale de l'apartheid. Parce que la définition s'intresse uniquement au régime *politique*, elle ne procure pas de base solide à la critique des aspects *économiques* de l'apartheid. Pour tenir compte de cette occupation, nous proposons une autre définition de l'apartheid qui est née de la lutte en Afrique du Sud dans les années 1980 et a obtenu du soutien parmi les militants à cause des limites de la décolonisation en Afrique du Sud après 1994 à une définition qui reconnaît que l'apartheid est intimement lié au capitalisme.

Ce dossier politique précise ce que le mouvement de libération de la Palestine peut apprendre de la condition de l'Afrique du Sud, c'est-à-dire reconnaître l'apartheid à la fois comme un système de discrimination raciale généralisée et comme un système de capitalisme racial. Il conclut avec des recommandations sur la façon dont les Palestiniens peuvent affronter ce double système afin de parvenir à une paix juste et durable, enracinée dans une égalité sociale et économique.

Le pouvoir et les limites du droit international

La Convention Internationale de l'ONU sur la Répression et l'Élimination du Crime d'Apartheid définit l'apartheid comme un crime impliquant « des actes inhumains commis dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial de personnes sur un autre groupe racial de personnes et de les opprimer systématiquement ». Le Statut de Rome de la Cour Criminelle Internationale définit l'apartheid comme un crime impliquant « un régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématiques d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou autres groupes raciaux. »

Fondé sur une lecture attentive de ces statuts, le rapport de la CESAO analyse la politique israélienne dans quatre domaines. Il fournit des informations sur la discrimination juridique officielle envers les citoyens palestiniens d'Israël, le double système juridique dans les Territoires Palestiniens Occupés (TPO), la fragilité des droits à la résidence des Palestiniens de Jérusalem, et le refus d'Israël de permettre aux réfugiés palestiniens d'exercer leur droit au retour. Le rapport conclut en disant que le régime d'apartheid d'Israël fonctionne en fragmentant le peuple palestinien et en le soumettant à différentes formes de régimes raciaux.

L'Afrique du Sud post-apartheid demeure l'un des pays les plus égalitaires au monde.

La force de cette analyse de l'apartheid est visible dans la façon dont les USA et Israël ont réagi au rapport. L'ambassadeur américain à l'ONU a dénoncé le rapport et a demandé au Secrétaire Général de l'ONU de le désavouer. Le Secrétaire Général a fait pression sur Rima Khalaf, directrice de la CESAO, pour qu'elle retire le rapport. Refusant d'obéir, elle a démissionné de son poste.

On n'insistera jamais assez sur l'importance du rapport de la CESAO. Pour la première fois, une instance de l'ONU a officiellement abordé la question de l'apartheid en Palestine/Israël. Et ce rapport s'intresse aux politiques israéliennes envers le peuple palestinien tout entier plutôt que de se limiter à un fragment de la population. En appelant les Etats membres et les organisations de la société civile à faire pression sur Israël, le rapport de l'ONU démontre aussi l'utilité du droit international en tant qu'outil pour tenir les

regimes tels que celui d'Israël pour responsables.

Cependant, tout en reconnaissant l'importance du droit international, il est essentiel de faire remarquer ses limites. Tout d'abord, les lois internationales ne sont efficaces que lorsqu'elles sont reconnues et appliquées par les Etats, et la structure hiérarchique du système étatique procure à une poignée d'Etats le pouvoir du veto. La rapide suppression du rapport de la CESAO a révélé clairement ces limites. Il y a pourtant une inquiétude plus spécifique propos de la définition de l'apartheid comme noté plus haut. En ne s'intéressant qu'au régime *politique*, la définition juridique ne fournit pas de base solide à la critique des aspects *économiques* de l'apartheid et ouvre en fait la voie à un avenir post-apartheid truffé de discriminations économiques.

Capitalisme racial et les limites de la libération sud-africaine

Pendant les années 1970 et 80, les Sud-Africains noirs ont entamé des combats urgents sur la façon de comprendre le système d'apartheid qu'ils combattaient. Le bloc le plus puissant du mouvement de libération à savoir le Congrès National Africain (ANC) et ses alliés avançait que l'apartheid est un système de domination raciale et que la lutte devrait se focaliser sur l'élimination des politiques racistes et l'exigence de l'égalité en vertu de la loi. Les Noirs radicaux ont rejeté cette analyse. Le dialogue entre le Mouvement de Conscience Noire et les Marxistes indépendants a engendré une définition alternative de l'apartheid en tant que système de « capitalisme racial ». Les Noirs radicaux ont affirmé que la lutte devait affronter simultanément l'État et le système capitaliste racial. A moins d'affronter à la fois le racisme et le capitalisme, prédisaient-ils, l'Afrique du Sud post-apartheid resterait divisée et inégalitaire.

La sécurité privée est l'industrie qui s'est développée le plus vite en Afrique du Sud depuis les années 1990.

La transition des 20 dernières années a appuyé cette thèse. En 1994, l'apartheid juridique a été aboli et les Sud-Africains noirs ont gagné l'égalité conformément à la loi dont le droit de vote, le droit de vivre où ils veulent, et le droit de se déplacer sans permis. La démocratisation de l'État a été une remarquable réussite. En fait, la transition sud-africaine démontre la possibilité d'une coexistence pacifique sur la base d'une égalité juridique et d'une reconnaissance mutuelle. C'est ce qui rend l'Afrique du Sud si fascinante pour de nombreux Palestiniens et quelques Israéliens qui cherchent une alternative à la fragmentation et à l'échec d'Oslo.

Malgré la démocratisation de l'État, la transition sud-africaine ne s'est pas occupée des structures du capitalisme racial. Pendant les négociations, l'ANC a fait d'importantes concessions pour obtenir le soutien des Sud-Africains blancs et de l'élite capitaliste. Encore plus important, l'ANC a accepté de ne pas nationaliser la terre, les banques et les mines et a au contraire accepté des protections constitutionnelles à la distribution existante de la propriété privée en dépit de l'histoire de la possession coloniale. En plus, le gouvernement de l'ANC a adopté une stratégie économique libérale promouvant le libre échange, l'industrie orientée vers l'exportation et la privatisation des affaires possédées par l'État et des services municipaux. Résultat, l'Afrique du Sud post-apartheid demeure l'un des pays les plus inégaux.

La restructuration néolibérale a provoqué l'émergence d'une petite élite noire et le développement d'une classe moyenne noire dans quelques parties du pays. Mais la vieille élite blanche continue toujours la grande majorité de la terre et des richesses en Afrique du Sud. La désindustrialisation et la proportion croissante de la population obligée de compter sur des emplois occasionnels ont affaibli le mouvement ouvrier, intensifié l'exploitation de la classe ouvrière noire et provoqué l'accroissement d'un surplus de population discriminée par le racisme et perpétuellement confrontée à un chômage structurel. Le taux de chômage atteint 35 % si l'on inclut les gens qui ont abandonné la recherche d'un emploi. Dans certaines zones, le taux de chômage dépasse les 60 % et les emplois qui restent sont précaires, à court terme et à bas salaire.¹

Les Noirs pauvres font face aussi à une grave pénurie de terres et de logements. Au lieu de redistribuer la terre, le gouvernement de l'ANC a adopté un programme fondé sur le marché par lequel l'état aide les clients noirs à acheter des terres possédées par les Blancs. Ceci a donné naissance à une petite classe de riches propriétaires terriens noirs, mais 7,5 % seulement de la terre sud-africaine a été redistribuée. Résultat, la plupart des Sud-Africains noirs demeurent sans terre et les élites blanches restent propriétaires de la majeure partie de la terre. De la même façon, le coût croissant des logements a multiplié le nombre de personnes qui vivent dans des cabanes, des immeubles occupés et des habitats officieux, malgré les subsides de l'état et les garanties constitutionnelles de logement décrites.

La race continue à définir un accès inégal au logement, à l'éducation et à l'emploi dans l'Afrique du Sud post-apartheid. Elle entraîne aussi une croissance rapide de la sécurité privée. Profitant des peurs raciales concernant le crime, la sécurité privée est l'industrie qui s'est développée le plus vite en Afrique du Sud depuis les années 1990. Les sociétés de sécurité privée et les associations de résidents fortunés ont transformé les quartiers périphériques historiquement blancs en communautés fortifiées, remarquables par les murs qui entourent les propriétés privées, les grilles autour des quartiers, les systèmes d'alarme, les sonneries d'urgence, les gardes sur place, les patrouilles de quartier, la vidéosurveillance et les équipes armées d'intervention rapide. Ces régimes privatisés de sécurité résidentielle s'appuient sur la violence et le profilage racial pour cibler ceux qui sont noirs et pauvres.

Selon le droit international, l'apartheid prend fin avec la transformation de l'état racial et l'élimination de la discrimination raciale légale. Pourtant, même un examen superficiel de l'Afrique du Sud dès l'après 1994 révèle les pièges de ce genre d'approche et souligne l'importance qu'il y a à repenser nos définitions de l'apartheid. L'égalité juridique officielle n'a pas produit de transformation économique et sociale. La néolibéralisation du capitalisme racial a plutôt enraciné l'inégalité créée par des siècles de colonisation et d'apartheid. La race reste un moteur à la fois de l'exploitation et de l'abandon en dépit du vernis libéral d'égalité juridique. Les célébrations de l'ANC ont conduit le gouvernement à tenter de camoufler les effets du capitalisme racial néolibéral dans l'Afrique du Sud dès l'après 1994.

Les critiques de l'apartheid israélien n'ont pas assez tenu compte de ce qui a limité la transformation en Afrique du Sud. Au lieu de traiter l'apartheid comme un système de capitalisme racial, la plupart des critiques de l'apartheid israélien s'appuient sur la définition juridique internationale de l'apartheid en tant que système de domination raciale. Bien sûr, ces critiques ont été très fructueuses. Elles ont affiné les analyses du conflit israélien, contribué à l'expansion des campagnes de Boycott, Désinvestissement et

Sanctions (BDS), et procurer un fondement juridique aux efforts pour faire rendre compte à Israël. Il ne faudrait pas sous-évaluer l'importance du droit international en tant que ressource pour les communautés en lutte.

Les critiques de l'apartheid israélien n'ont pas assez tenu compte de ce qui a limité la transformation en Afrique du Sud.

Mais on peut même pousser plus loin l'analyse et l'organisation en concevant l'apartheid comme un système de capitalisme racial, plutôt qu'en s'appuyant si fort sur les définitions juridiques internationales. En évaluant de façon différente la vie et le travail des gens, les régimes capitalistes raciaux intensifient l'exploitation tout en exposant les groupes marginalisés à une mort prématurée, à l'abandon ou à l'élimination. Le concept de capitalisme racial souligne ainsi la constitution mutuelle de l'accumulation de capital et de formation raciale et soutient qu'il n'est pas possible d'éliminer ni la domination raciale ni l'inégalité de classe sans attaquer au système dans son ensemble. Comprendre l'apartheid comme un système de capitalisme racial nous permet de prendre au sérieux les limites de la libération en Afrique du Sud. Étudier la réussite de la lutte des Sud-Africains a été très fructueux pour le mouvement pour la liberté des Palestiniens ; comprendre ses limites peut aussi être fructueux. Bien que les Sud-Africains noirs aient gagné une égalité juridique officielle, l'incapacité à s'intéresser à l'économie de l'apartheid a imposé de telles limites à la décolonisation. En un mot, l'apartheid n'a pas pris fin car il a été restructuré. S'appuyer trop lourdement sur la définition juridique internationale de l'apartheid pourrait donner lieu à des problèmes similaires plus tard en Palestine. Nous soulevons cette question comme une mise en garde avec l'espoir qu'elle contribuera au développement de stratégies pour traiter ensemble le racisme israélien et le capitalisme néolibéral.

Capitalisme racial en Palestine/Israël

Voir l'apartheid à travers cette optique permet aussi de comprendre que le colonialisme de peuplement israélien fonctionne avec le capitalisme racial néolibéral. Au cours des 25 dernières années, Israël a intensifié son projet colonial de peuplement sous couvert de paix. Toute la Palestine historique demeure sous contrôle israélien, qui fonctionne en fragmentant la population palestinienne. Oslo a permis à Israël de fragmenter encore plus les TPO et d'ajouter au régime militaire direct des éléments de contrôle indirects. La Bande de Gaza a été transformée en un « camp de concentration » et un modèle de « réserve autochtone » grâce à un siège médiéval mortel décrit par Richard Falk comme un « prélude au génocide » et par Ilan Pappé comme un « génocide progressif ». En Cisjordanie, la nouvelle stratégie coloniale d'Israël implique la concentration de la population palestinienne dans les zones A et B et la colonisation de la zone C. Au lieu d'accorder aux Palestiniens la liberté et l'égalité, Oslo a restructuré les relations de domination. Bref, Oslo a intensifié, plutôt qu'inversé, le projet colonial de peuplement d'Israël.

La réorganisation de la domination israélienne est faite parallèlement à la restructuration de l'économie. Depuis les années 1980, Israël a entrepris une transformation fondamentale d'une économie contrôlée par l'état, axée sur la consommation nationale, vers une économie contrôlée par l'entreprise, intégrée dans les circuits du capital mondial. Cette restructuration néolibérale a engendré de nouvelles normes bureaucratiques pour les entreprises tout en démantelant la protection sociale, en affaiblissant le mouvement ouvrier et en accroissant les inégalités. Les négociations d'Oslo ont été

essentielles À ce projet. Shimon Peres et lâ??Ã©lite israÃ©lienne des affaires ont prÃ©tendu que le Â« processus de paix Â» ouvrirait les marchÃ©s du monde arabe au capital amÃ©ricain et israÃ©lien et faciliterait lâ??intÃ©gration dâ??IsraÃ©l dans lâ??Ã©conomie mondiale. 2 AprÃ©s Oslo, IsraÃ©l a rapidement signÃ© des accords de libre Ã©change avec lâ??Egypte et la Jordanie.

Lâ??apartheid (sud-africain) nâ??a pas pris fin â?? il a Ã©tÃ© restructurÃ©.

La restructuration nÃ©olibÃ©rale a permis Ã Israel de rÃ©aliser sa nouvelle stratÃ©gie coloniale en rÃ©duisant de faÃ§on significative sa dÃ©pendance envers les travailleurs palestiniens. La transition dâ??IsraÃ©l vers une Ã©conomie high-tech a rÃ©duit la demande de travailleurs industriels et agricoles. Les accords de libre Ã©change ont permis aux fabricants israÃ©liens dâ??orienter leur production hors des sous-traitants palestiniens vers des zones dâ??exportation dans les pays voisins. Lâ??effondrement de lâ??Union SoviÃ©tique suivie de la Â« stratÃ©gie du choc Â» du nÃ©olibÃ©ralisme a amenÃ© plus dâ??un million de Juifs russes Ã tenter leur chance en IsraÃ©l. Et la restructuration nÃ©olibÃ©rale Ã lâ??Ã©chelle mondiale a provoquÃ© lâ??immigration de 300.000 travailleurs migrants dâ??Asie et dâ??Europe de lâ??Est. Ces groupes sont maintenant en compÃ©tition avec les Palestiniens pour ce qui reste dâ??emplois Ã bas salaires. Lâ??Ã©tat colonial de peuplement sâ??est ainsi servi de la restructuration nÃ©olibÃ©rale pour organiser la cessibilitÃ© de la population palestinienne.

La vie de la classe ouvriÃ¨re palestinienne est devenue de plus en plus prÃ©caire. A cause de lâ??accÃ©s limitÃ© au travail en IsraÃ©l, la pauvretÃ© et le chÃ´mage ont flambÃ© dans les enclaves palestiniennes. Bien que lâ??AutoritÃ© Palestinienne (AP) ait toujours souscrit Ã la vision nÃ©olibÃ©rale dâ??une Ã©conomie de libre Ã©change dirigÃ©e par le secteur privÃ© et orientÃ©e vers lâ??exportation, lâ??AP a dâ??abord rÃ©pondu Ã la crise du chÃ´mage en crÃ©ant des milliers de postes dans la fonction publique.

Depuis 2007 pourtant, lâ??AP a suivi un programme strictement nÃ©olibÃ©ral qui exige des restrictions dans la fonction publique et une expansion des investissements dans le secteur privÃ©. Mais malgrÃ© ces projets, le secteur privÃ© reste faible et fragmentÃ©. Les projets de zones industrielles le long du Mur illÃ©gal dâ??IsraÃ©l qui serpente Ã travers les TPO ont largement Ã©chouÃ© Ã cause des restrictions israÃ©liennes sur les importations et les exportations et le coÃ»t relativement Ã©levÃ© des travailleurs palestiniens comparÃ© Ã celui des Egyptiens ou des Jordaniens.

Bien que les politiques nÃ©olibÃ©rales aient rendu la vie encore plus difficile pour les Palestiniens de la classe ouvriÃ¨re, ils ont contribuÃ© au dÃ©veloppement dans les TPO dâ??une petite Ã©lite palestinienne composÃ©e de la direction de lâ??AP, de capitalistes palestiniens et de responsables dâ??ONG. Les gens qui vont Ã Ramallah sont souvent surpris de voir des demeures somptueuses, des restaurants chers, des hÃ´tels cinq Ã©toiles et des voitures de luxe. Ce ne sont pas les signes dâ??une Ã©conomie florissante, mais plutÃ´t de lâ??aggravation de la fracture sociale. De la mÃªme faÃ§on, une nÃ©o-bourgeoisie affiliÃ©e au Hamas a Ã©mergÃ© Ã Gaza depuis 2006. Sa richesse dÃ©pend de Â« lâ??industrie des tunnels Â» en dÃ©clin, monopole sur les matÃ©riaux de construction passÃ©s en fraude depuis lâ??Egypte et des produits limitÃ©s importÃ©s dâ??IsraÃ©l. Les Ã©lites et du Fatah et du Hamas amassent leur richesse issue dâ??activitÃ©s non productives et se caractÃ©risent toutes les deux par une absence de vision politique. Haidar Eid y fait rÃ©fÃ©rence comme Ã une OsloÃ©sation en Cisjordanie et une Islamisation dans la Bande de Gaza.

Par ailleurs, rejoindre les forces de répression est devenu l'une des seules possibilités de travailler ouvertes à la majorité des Palestiniens, spécialement les hommes jeunes. Bien que certains postes de l'AP soient dans l'éducation ou les soins de santé, la plupart se trouvent dans les forces de sécurité de l'AP. Comme l'a démontré Alaa Tartir, ces forces sont destinées à protéger la sécurité d'Israël. Depuis 2007, elles ont été réorganisées sous le contrôle des Etats Unis. Fortes de plus de 80.000 hommes, les nouvelles forces de sécurité de l'AP sont entraînées par les Américains en Jordanie et déployées dans les enclaves de Cisjordanie en coordination étroite avec l'armée israélienne. Israël et l'AP partagent les renseignements, coordonnent les arrestations et coopèrent dans la confiscation des armes. Ensemble, ils ciblent non seulement les islamistes et les gauchistes, mais tous les Palestiniens qui critiquent Oslo. Très récemment, la coordination sécuritaire entre Israël et l'AP a précédé l'assassinat du militant Basil Al-Araj.

La libération des Palestiniens ne doit pas se terminer avec la même âme solution que celle offerte par l'ANC

Le seul secteur de l'économie israélienne qui a conservé une demande relativement constante de travailleurs palestiniens, c'est le bâtiment, en grande partie à cause de l'expansion en Cisjordanie des colonies israéliennes et du mur. Selon une étude de 2011 sur Démocratie et Droits des Travailleurs, 82 % des Palestiniens employés dans les colonies quitteraient leur emploi s'ils pouvaient trouver une alternative convenable.

Ceci veut dire que deux des seuls emplois ouverts aujourd'hui aux Palestiniens de Cisjordanie consistent à construire des colonies israéliennes sur la terre palestinienne confisquée ou à travailler avec les forces de sécurité de l'AP pour aider Israël à réprimer la résistance palestinienne à l'apartheid.

Les Palestiniens de la Bande de Gaza n'ont même pas ces « opportunités ». En réalité, Gaza est l'une des versions les plus extrêmes de cessibilité fabriquée. Le déplacement colonial de peuplement a transformé Gaza en un camp de réfugiés en 1948, quand les milices sionistes et, plus tard, l'armée israélienne ont expulsé plus de 750.000 Palestiniens de leurs villes et villages. 70 % des deux millions de résidents de Gaza sont des réfugiés, souvenir vivant de la Nakba et revendication incarnée du droit au retour. La restructuration politique et économique engendrée par Oslo a permis à Israël de transformer Gaza en une prison construite pour concentrer et maîtriser ce surplus indésirable de population. Et le siège toujours plus intensifié démontre la complétude de l'assimilation des Gazaouis. Pour le projet colonial néolibéral d'Israël, la vie des Palestiniens n'a aucune valeur et leur mort n'a pas d'importance.

Globalement par conséquent, le néolibéralisme couplé avec le projet colonial de peuplement d'Israël a transformé les Palestiniens en une population dont ils peuvent disposer. Ceci a permis à Israël de mener à bien son projet de concentration et de colonisation. Comprendre la dynamique néolibérale du régime colonial de peuplement d'Israël peut contribuer au développement de stratégies pour défaire l'apartheid israélien, non seulement en tant que système de domination raciale, mais en tant que régime de capitalisme racial.

Affronter l'économie de l'apartheid israélien

Une question importante pour le mouvement de libération des Palestiniens est de savoir comment éviter les pièges de l'Afrique du Sud post-apartheid en élaborant une conception de la Palestine/Israël post-apartheid. Comme les Noirs radicaux l'avaient prouvé, se focaliser exclusivement sur l'apartheid racial a provoqué de graves problèmes socio-économiques en Afrique du Sud depuis 1994. La libération des Palestiniens ne doit pas se terminer avec la même « solution » que celle offerte par l'ANC. Ceci exigera de s'intéresser, non seulement aux droits politiques, mais aussi aux difficiles questions concernant la redistribution de la terre et une structure économique pour assurer une issue plus équitable. Un point de départ essentiel est la poursuite des conversations sur la dynamique concrète du retour des Palestiniens.

Il est également important de reconnaître que la situation actuelle en Palestine est étroitement liée aux processus de remise en forme des relations sociales à travers le monde. L'Afrique du Sud et la Palestine, par exemple, vivent des changements similaires sociaux et économiques malgré leurs trajectoires politiques radicalement différentes. Dans chacun de ces contextes, le capitalisme racial néolibéral a produit une extrême inégalité, une marginalisation liée au racisme et des stratégies avancées pour protéger les puissants et mettre sous surveillance les pauvres soumis au racisme. Andy Clarno se réfère à cette combinaison comme à un apartheid néolibéral.

Dans le monde entier, la santé et les revenus sont de plus en plus sous le contrôle d'une poignée de capitalistes milliardaires. Alors que le sol s'effondre sous la classe moyenne, le fossé entre les riches et les pauvres s'élargit et la vie des plus pauvres devient de plus en plus précaire. La restructuration néolibérale a permis à quelques membres des populations historiquement opprimées de rejoindre les rangs de l'élite. Ceci explique l'émergence de la nouvelle élite palestinienne dans les TPO et de la nouvelle élite noire en Afrique du Sud.

Le néolibéralisme fait partie de la stratégie coloniale de peuplement d'Israël pour éliminer la population palestinienne.

En même temps, la restructuration néolibérale a aggravé la marginalisation des pauvres soumis au racisme en intensifiant à la fois l'exploitation et l'abandon. Les emplois sont devenus de plus en plus précaires et des régions entières ont subi le déclin des offres d'emploi. Tandis que certaines populations qui subissent le racisme sont destinées à la surexploitation dans des ateliers clandestins et le secteur des services, d'autres comme les Palestiniens sont abandonnés à une vie de chômage et de clandestinité.

Les régimes d'apartheid néolibéral comme Israël dépendent de stratégies avancées de sécurisation pour maintenir leur pouvoir. Israël exerce sa souveraineté sur les TPO par des déploiements militaires, la surveillance électronique, l'emprisonnement, les interrogatoires et la torture. L'apartheid a aussi produit une géographie fragmentée d'enclos palestiniens isolés, entourés de murs et de checkpoints et gérés au moyen de bouclages et de permis. Et des sociétés israéliennes ont pris la tête du marché mondial des équipements de sécurité avancés en développant et en testant des dispositifs high-tech dans les TPO. Cependant, l'apport le plus important au régime sécuritaire israélien, c'est un réseau de forces de sécurité facilité par les USA et l'UE, soutenu par la Jordanie et l'Égypte et qui fonctionne grâce à des déploiements coordonnés de l'armée israélienne et des forces de sécurité de l'AP.

Comme Israël, d'autres régimes d'apartheid néolibéral s'appuient sur des enclos murés, des forces de sécurité privées et publiques et sur des stratégies policières racistes. En Afrique du Sud, la sécurisation a impliqué la fortification de quartiers riches, la rapide expansion de l'industrie sécuritaire privée et une intense répression par l'État des syndicats indépendants et des mouvements sociaux. Aux États-Unis, les efforts pour procurer de la sécurité aux puissants impliquent des communautés enfermées, des murs aux frontières, une incarcération massive, une déportation massive, une surveillance électronique, des drones guerriers et le développement rapide des forces de police, carcérales, de contrôle aux frontières, militaires et de renseignements.

A la différence de l'Afrique du Sud, Israël demeure un État colonial de peuplement agressif. Dans ce contexte, le néolibéralisme fait partie de la stratégie coloniale de peuplement d'Israël pour éliminer la population palestinienne. Mais la combinaison de la domination raciale et du capitalisme néolibéral a produit une inégalité croissante, une marginalisation raciale et une sécurisation avancée dans de nombreuses parties du globe. Comme les mouvements et les militants construisent des connexions entre les luttes contre la pauvreté due au racisme et le maintien de l'ordre en Palestine, en Afrique du Sud, aux USA et au-delà, comprendre l'apartheid israélien comme une forme de capitalisme racial pourrait contribuer à l'expansion de mouvements contre l'apartheid néolibéral mondial. Cela pourrait aussi aider à déplacer le discours politique de l'indépendance à la décolonisation. Dans son ouvrage précurseur *Les Damnés de la Terre*, Frantz Fanon déclare que l'un des pièges de la conscience nationale, c'est un mouvement de libération qui aboutit à un État indépendant gouverné par une élite nationaliste qui singe le pouvoir colonial. Pour empêcher que cela arrive, Fanon incite à un glissement de la conscience nationale à la conscience politique et sociale. Aller de l'indépendance politique à une transformation sociale et à la décolonisation, c'est le défi qu'affronte l'Afrique du Sud post-apartheid. Éviter ce piège, c'est le défi auquel font face aujourd'hui les forces politiques palestiniennes dans leur lutte pour la libération.

Notes :

1. Interview du directeur du Projet de Renouveau Alexandra, Johannesburg, Afrique du Sud, Août 2012.
2. Shimon Peres, *Le Nouveau Moyen Orient* (New York : Henry Holt, 1993).

Haidar Eid

Conseiller politique d'Al-Shabaka, Haidar Eid est professeur associé de Littérature Postcoloniale et Postmoderne à l'université al-Aqsa de Gaza. Il a beaucoup écrit sur le conflit arabo-israélien, dont des articles publiés dans Znet, Electronic Intifada, Palestine Chronicle et Open Democracy. Il a publié des articles sur les Études culturelles et la littérature dans des journaux, dont Nebula, le journal des Études Américaines en Turquie, Logique Culturelle et le Journal de Littérature Comparée. Haidar est l'auteur de *Mondialisation du Postmodernisme : Possibilités d'interprétation de la Théorie Critique et de Contrer la Nakba Palestinienne : Un seul État Pour Tous*.

Andy Clarno

Andy Clarno est professeur assistant de Sociologie et d'Études Africaines Américaines et directeur intérimaire de l'Institut de Justice Sociale à l'université de l'Illinois à Chicago. Ses recherches explorent le racisme, le capitalisme, le colonialisme et l'empire au début du 21^{ème} siècle. Le nouveau livre d'Andy, *Apartheid Néolibéral* (University of Chicago Press 2017), analyse les changements politiques, économiques et sociaux en Afrique du Sud et en Palestine/Israël depuis 1994. Il traite des limites de la libération en Afrique du Sud, souligne l'impact de la restructuration néolibérale en Palestine/Israël et avance qu'une nouvelle forme d'apartheid néolibéral a émergé dans ces deux régions.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date création
2017/08/31